



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.96/825/Part III/17
23 août 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-cinquième session

ACTIVITES DU HCR FINANCEES PAR LES FONDS CONSTITUES AU MOYEN
DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES : RAPPORT POUR 1993-1994
ET PROJET DE BUDGETS-PROGRAMMES POUR 1995

PARTIE III. EUROPE

Section 17 - Autres pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est
(document soumis par le Haut Commissaire)

III.17 AUTRES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET D'EUROPE DE L'EST

1. Le présent chapitre vise les activités du HCR en Albanie, dans les Etats baltes, en Bulgarie, en République tchèque, au Bélarus, en Moldova, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie et en Ukraine.

Albanie

2. Au 31 décembre 1993, de 3 000 à 5 000 personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie auraient cherché refuge en Albanie. Les personnes originaires du Kosovo qui auraient cherché temporairement refuge dans ce pays se sont pour la plupart intégrées dans les provinces septentrionales de Tropoja, Puka, Kukes, Shkodra et Tirana. Parmi les autres personnes qui ont cherché refuge en Albanie en 1993, se trouvent un certain nombre d'Albanais de souche originaires de Bosnie-Herzégovine, trois Iraquiens et un Macédonien. Bien qu'elles aient été autorisées à rester dans le pays, elles en sont parties pour gagner un pays tiers.

3. L'Albanie est devenue signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés le 18 août 1992 et le gouvernement fait tout son possible pour en respecter les dispositions. Le pays demeure une source de flux migratoires considérables et l'on estime à 400 000 environ le nombre de personnes qui en sont parties à la recherche d'un emploi en Italie, en Grèce, en Allemagne ou en France.

4. Vu les difficultés économiques auxquelles se heurte le pays, le Gouvernement albanais consacre ses maigres ressources à l'aide aux Albanais de souche. Une arrivée massive de réfugiés de pays voisins exercerait de lourdes contraintes sur sa capacité d'accueil. Aussi le HCR, en coopération avec la Commission interministérielle pour les réfugiés (CIR), la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et la Croix-Rouge albanaise, se propose-t-il de mettre à jour le plan de secours d'urgence conçu en 1992. Il doit recueillir des renseignements sur des partenaires opérationnels potentiels en vue d'aider une population cible d'environ 100 000 réfugiés. A cet égard, et à la demande du Gouvernement albanais, il joue aussi un rôle consultatif dans la réorganisation de la CIR, qui suppose la définition de ses compétences et l'identification des moyens dont elle a besoin pour pouvoir exercer pleinement son mandat.

5. En 1994 et 1995, le bureau de liaison du HCR s'attachera à aider le gouvernement à mettre au point des procédures de détermination du statut de réfugié et veillera à la traduction du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié. En mars 1994, le Ministère du maintien de l'ordre a accordé au HCR l'accès à l'aéroport de Tirana pour observer le comportement de la police, le HCR se trouve ainsi mieux à même de s'acquitter de sa fonction de protection.

6. Le HCR entretient une coopération étroite avec le Ministère du travail dans le cadre du programme commun OIM/HCR d'information sur les migrations. A la fin mai 1994, quelque 70 émissions de radio répondant aux questions des auditeurs avaient été produites. Vu leur impact, il est envisagé de prolonger ce programme sur une période d'un à deux ans. En encourageant l'adoption de mesures législatives adéquates sur les problèmes de migration et le statut des

réfugiés, le HCR assurera aussi une liaison étroite avec la commission spéciale de l'Assemblée nationale en vue de l'élaboration de la nouvelle constitution, ainsi qu'avec le groupe de travail du Ministère de la justice.

7. Le HCR recherchera par ailleurs à resserrer ses liens avec le Conseil de l'Europe et la Commission albanaise pour l'application des accords d'Helsinki et encouragera les ONG qui pourraient être ses partenaires opérationnels.

8. De concert avec l'Université de Tirana, le HCR prévoit de tenir un séminaire sur le droit des réfugiés et d'entreprendre un programme de formation axé sur les procédures de détermination du statut de réfugié.

Etats baltes

9. Les Gouvernements des Etats baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, n'ont enregistré officiellement aucune arrivée de réfugié en 1993. On estime cependant à un millier le nombre de demandeurs d'asile qui ont transité par les Etats baltes avant de se rendre, pour la plupart en Suède.

10. Certains demandeurs d'asile en route vers les pays nordiques et d'autres pays d'Europe du Nord continuent de transiter par les trois Etats baltes. Ces mouvements irréguliers à travers la mer Baltique ont fait l'objet de discussions, en particulier à l'occasion de deux Conférences régionales, en avril 1993 et janvier 1994. Lors de la réunion de janvier, il a été décidé de créer un groupe consultatif d'experts pour promouvoir la coopération entre les Etats baltes en matière de législation et d'application des lois, de formation du personnel ayant à faire avec les questions d'immigration, de détermination du statut des demandeurs d'asile et de contrôle aux frontières, ainsi que dans le domaine de l'administration et de la mise en place d'institutions.

11. En l'absence de lois sur les réfugiés ou d'accession à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, aucun demandeur d'asile n'a été admis dans les Etats baltes. Les demandeurs d'asile ont été soit refoulés vers la Fédération de Russie, soit placés en détention. La question des demandeurs d'asile et des réfugiés a été reléguée au second plan par le débat qui s'est déroulé, en particulier en Estonie et en Lettonie, sur le statut des populations étrangères en général.

12. La délégation régionale à Stockholm continuera à promouvoir l'accession des Etats baltes à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 avant la fin 1995. Le HCR s'efforcera d'aider les gouvernements concernés à créer le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour procéder à la détermination du statut des demandeurs d'asile conformément aux normes de protection internationales. Dans l'intervalle, il fera son possible pour veiller à ce que le statut des demandeurs d'asile fasse l'objet d'une procédure de détermination et à ce que les réfugiés qui relèvent de son mandat bénéficient d'une assistance en attendant l'identification de solutions durables.

13. Le HCR continuera de promouvoir la création d'organisations non gouvernementales locales et d'offrir les activités de formation nécessaires pour leur permettre de jouer un rôle dans la protection des réfugiés et

l'assistance aux réfugiés. Un soutien à la mise en place d'institutions et une aide aux réfugiés sont attendus des gouvernements de certains pays nordiques, mais la communauté internationale, par l'intermédiaire du HCR, a aussi une contribution à apporter à cet effort. L'allocation au titre du projet de soins et d'entretien pour 1995 servira à renforcer les structures d'accueil des demandeurs d'asile et de gestion de leurs demandes d'asile que pouvoirs publics et ONG commencent à mettre sur pied. Au cours de 1994, le HCR s'emploiera à trouver les partenaires les plus satisfaisants et à mettre au point des accords en vue de l'exécution des projets.

Bélarus

14. Au début de 1994, le Bélarus comptait environ 1 400 demandeurs d'asile relevant du HCR, originaires de pays autres que les Etats nouvellement indépendants (ENI), la majorité d'entre eux venant d'Afghanistan, certains d'Ethiopie, de la République islamique d'Iran, d'Iraq et du Viet Nam. Selon des statistiques officielles, le Bélarus accueille aussi plus de 17 000 réfugiés des ENI et nationaux de retour d'autres républiques de l'ancienne Union soviétique.

15. Les activités du HCR au Bélarus visaient surtout dans un premier temps la formation et la mise en place d'institutions. Dans cette optique s'est tenu à Minsk en avril 1993 un séminaire sur le droit relatif aux réfugiés et une aide a été apportée au Service national des migrations pour rédiger un projet de loi sur les réfugiés. Un séminaire de formation complémentaire sur le droit relatif aux réfugiés s'est tenu à Minsk en mars 1994.

16. Depuis décembre 1993, un programme d'assistance d'envergure modeste est mis en oeuvre à Minsk par le biais de la Croix-Rouge locale à l'intention d'une centaine de demandeurs d'asile indigents. En 1994, le HCR a commencé à fournir une aide aux autorités bélarussiennes sous forme de matériel informatique à des fins d'enregistrement.

17. C'est la délégation régionale à Moscou qui s'occupe actuellement des affaires de réfugiés au Bélarus. Cependant, le HCR se propose d'établir une présence à Minsk dans le but de prêter une assistance juridique au gouvernement afin qu'il puisse signer la Convention de 1951 et le Protocole de 1967, mettre au point la législation concernant les questions relatives aux réfugiés et élaborer des procédures tant pour l'enregistrement que pour la détermination du statut des réfugiés. Il prévoit un petit programme d'assistance à l'intention des réfugiés les plus vulnérables, qui sera mis en oeuvre par la Croix-Rouge bélarussienne. Il envisage aussi la détermination du statut des groupes de personnes originaires des ENI qui relèvent de son mandat et une aide aux programmes d'intégration.

18. Les propositions pour 1995 figurant au programme de soins et entretien en Fédération de Russie prévoient un budget pour les autorités locales et la Croix-Rouge bélarussienne.

Bulgarie

19. Au 31 décembre 1993, le HCR avait reconnu 86 réfugiés comme relevant de son mandat en Bulgarie. Tous continuent de recevoir une assistance au titre du projet d'installation sur place mis en oeuvre, depuis février 1993, par la Croix-Rouge bulgare en coopération étroite avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ils sont originaires pour la plupart d'Afghanistan, de Somalie et d'Iraq. Toutes les familles réfugiées, à une exception près, sont originaires d'Afghanistan, y compris deux familles monoparentales, dirigées par des veuves.

20. La Bulgarie a accédé à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 le 12 mai 1993 et est en train d'élaborer des mesures législatives. Le Bureau national pour l'asile territorial et les réfugiés traite les dossiers de tous les demandeurs d'asile. Sauf circonstances exceptionnelles, le bureau de liaison du HCR en Bulgarie ne procède plus à la détermination du statut de réfugié. Les entretiens préliminaires à la détermination du statut menés par le Bureau national ont commencé en novembre 1993 et se poursuivront tout au long de 1994.

21. Le Bureau national continue de recevoir une centaine de demandeurs d'asile par mois. D'octobre à décembre 1993, il a enregistré 310 demandes de personnes désirant bénéficier du statut de réfugié, dont la plupart étaient originaires d'Afghanistan, d'Iraq, de l'ancienne Yougoslavie, de Syrie et de l'ancienne Union soviétique. Les entretiens préliminaires avec ces nouveaux arrivés devraient avoir lieu d'ici la fin de 1994. Par ailleurs, environ 150 personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie, essentiellement de Bosnie-Herzégovine, bénéficient d'une protection et d'une assistance temporaires. Contrairement à ce qui se passe dans le cas des réfugiés qui relèvent du mandat du HCR, les autorités ne leur accordent pas de permis de séjour temporaire, mais prorogent la validité de leur visa.

22. La majorité des personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie qui avaient trouvé une protection temporaire en Bulgarie ont quitté le pays pour un pays tiers, d'Europe occidentale en particulier, en l'absence de véritables possibilités d'intégration.

23. A ce jour, pratiquement personne parmi les réfugiés ou bénéficiaires d'une protection temporaire n'a acquis une indépendance financière; l'accès aux soins médicaux ou à l'éducation n'est pas garanti. Le projet d'installation sur place pour 1994 et 1995 vise donc en premier lieu l'intégration économique et sociale des personnes reconnues comme étant réfugiées. Le projet de 1994, mis en oeuvre par la Croix-Rouge bulgare, prévoit des soins médicaux, des services d'orientation sociale et un réseau de recherche d'emplois, ainsi qu'un soutien à l'éducation et des cours de langue.

24. L'assistance juridique et la formation sont axées sur le droit relatif aux réfugiés, l'organisation de cours de perfectionnement sur les aspects de procédure destinés aux magistrats et autres décideurs, ainsi que sur les techniques d'entretien. Le HCR apporte un soutien administratif au Bureau national et aux ONG qui s'intéressent au droit relatif aux réfugiés. L'assistance juridique aux demandeurs d'asile et aux réfugiés vise à leur

fournir une orientation et des conseils sur l'ensemble du processus de détermination du statut aussi bien que sur leurs droits.

25. L'augmentation de l'allocation pour 1994 permettra d'aider à la mise en place d'un réseau d'avocats chargés de fournir une orientation juridique aux demandeurs d'asile et aux réfugiés à toutes les étapes de la procédure de détermination du statut. En raison de l'augmentation du chiffre de planification passé de 400 demandeurs d'asile en 1993 à 1 000 en 1994 et en l'absence d'autres systèmes de soutien, il a fallu relever le niveau des montants prévus pour 1994 au titre de l'aide individuelle, des soins de santé et des services sociaux.

République tchèque

26. Au 31 décembre 1993, 2 879 personnes relevant du HCR étaient hébergées dans trois types de centres de réfugiés. Il existe 5 centres pour demandeurs d'asile (la grande majorité des 981 demandeurs d'asile viennent d'Arménie et de Bulgarie), 16 centres à objectif humanitaire (pour 1 739 personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie, pour la plupart des musulmans bosniaques, qui se sont vu accorder un refuge temporaire) et 6 centres d'intégration (pour 159 personnes dont le statut de réfugié a été reconnu).

27. Au 1er mai 1994, on estime que la population hébergée dans ces centres se composait de 850 demandeurs d'asile, 2 500 personnes bénéficiant d'un refuge temporaire et 470 réfugiés reconnus comme tels.

28. Les objectifs pour 1994 et 1995 visent à assurer l'accès aux procédures à tous les demandeurs d'asile et à mettre en place et respecter des procédures équitables de détermination du statut. Parallèlement à l'adoption d'une nouvelle législation sur l'asile en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe de l'Ouest, l'accès aux procédures d'asile tchèques a été soumis à des restrictions de plus en plus sévères. Un amendement à la loi tchèque sur les réfugiés, entré en vigueur le 1er janvier 1994, s'applique tout spécialement aux cas manifestement sans fondement et introduit notamment la notion de pays d'origine sûr.

29. Le décret en application qui accorde un refuge temporaire aux personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1994. L'assistance spéciale accordée par le HCR à ce groupe devrait aussi se prolonger. On recherche par ailleurs les moyens de faciliter l'éventuelle intégration dans le pays des personnes qui se sont vu accorder un refuge temporaire du fait de la prolongation de leur séjour. Le département des réfugiés au Ministère de l'intérieur, ainsi que divers autres ministères et le HCR, mettent au point un plan détaillé en vue de normaliser la situation de quelque 3 000 personnes qui bénéficient actuellement d'un refuge temporaire. Pendant ce temps, afin de faciliter leur intégration, le HCR, par l'intermédiaire de ses partenaires opérationnels, dispense une formation professionnelle aux adultes. Le département tchèque des réfugiés coordonne un programme de soutien psychologique aux personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie, financé par le HCR et mis en oeuvre par l'Association pour une aide sociale et psychologique (LOCUS).

30. Les personnes reconnues comme réfugiées reçoivent actuellement une aide à l'intégration de la part de l'Etat. Le HCR, par l'intermédiaire de ses partenaires, assure des services d'orientation juridique et sociale aux réfugiés sur les possibilités d'accès aux programmes sociaux, y compris à la protection sociale, à l'éducation, à l'emploi et au logement.

31. Les autorités assurent les soins et l'entretien de base des demandeurs d'asile et des personnes au bénéfice d'un refuge temporaire qui résident dans les centres à objectif humanitaire. Certains réfugiés reconnus comme tels reçoivent une aide au logement dans les "centres d'intégration" en zone rurale. Le HCR, par l'intermédiaire de la Commission de Bohême pour les accords d'Helsinki et la Société des citoyens de Moravie pour l'aide aux immigrants (SOZE), assure des services d'orientation juridique et sociale. L'Organisation pour l'aide aux réfugiés (OPU) a mis en place des ateliers de formation professionnelle à l'intention des chefs de famille, en particulier des femmes originaires de l'ancienne Yougoslavie. Grâce à son réseau de bénévoles, l'OPU monte des bibliothèques et organise des activités sportives, artistiques et artisanales pour les enfants de différents centres. L'Ambassade du Canada a versé des fonds à la Commission pour les accords d'Helsinki et la SOZE pour leur permettre de s'installer dans des bureaux et de s'équiper de mobilier et a obtenu d'une ONG canadienne qu'elle subventionne un projet de formation professionnelle des femmes conçu par l'OPU.

32. La Consultation européenne sur les réfugiés et les exilés (CERE) continue d'apporter un soutien aux ONG par un travail de formation et l'organisation d'ateliers axés sur la mise en place d'institutions et les questions d'ordre juridique.

33. En l'absence d'ONG expérimentées, le HCR a encouragé la mise en place d'institutions par le biais d'une ONG tchéco-américaine qui a fourni une assistance technique. A la fin de 1993, les trois principaux partenaires opérationnels du HCR avaient monté leurs bureaux et recruté 80 pour cent de leur personnel. Le HCR continuera à aider ses partenaires à trouver d'autres sources de financement que lui-même.

34. Les priorités du programme pour 1995 consistent à développer les activités dans le domaine juridique. La SOZE et la Commission pour l'application des accords d'Helsinki emploieront jusqu'à 10 avocats pour fournir une orientation et suivre l'évolution de la situation. Une aide à l'intégration sera assurée grâce au maintien et à l'extension des ateliers de formation professionnelle. L'hébergement des réfugiés reconnus comme tels pose un grave problème, surtout à proximité des centres urbains porteurs de débouchés. Le département des réfugiés est en train de mettre en place un programme de logement pour les personnes reconnues comme réfugiées depuis janvier 1994.

35. Les activités de soutien psychologique et de formation professionnelle à l'intention des réfugiés de Bosnie-Herzégovine devraient se poursuivre jusqu'en décembre 1994.

Moldova

36. La Moldova n'a pas encore accédé à la Convention de 1951 ni au Protocole de 1967. Jusqu'à présent, elle n'a pas adopté de mesures législatives relatives aux réfugiés et n'envisage pour l'instant aucune mesure de ce genre. Par conséquent, toute personne qui arrive en Moldova et qui pourrait prétendre au statut de réfugié est traitée comme n'importe quel étranger ordinaire et doit respecter la réglementation en vigueur en matière de visa, d'immigration et de résidence.

37. Le Ministère de la sûreté nationale a indiqué que 6 000 personnes, pour la plupart originaires de l'Inde, du Pakistan ou du Bangladesh, dont 760 ont été placées en détention avant d'être expulsées, avaient cherché à pénétrer en Moldova en 1993.

38. Parmi les personnes qui pourraient être fondées à réclamer le statut de réfugié, mais qui sont actuellement considérées comme des migrants, on compte des nationaux des anciennes républiques de l'Union soviétique qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en raison de l'insécurité. Une trentaine de familles d'origine roumaine et gagauz sont arrivées du Tadjikistan et d'Ouzbékistan en 1992 et 1993.

39. Plus de 50 000 personnes ont été déracinées de la région moldave de Transnistrie suite aux combats du printemps de 1992. La plupart d'entre elles ont fui en Ukraine, mais, vers la fin de 1993, 3 000 environ (dont 2 000 enfants), enregistrées auprès des autorités centrales de Kichinev, avaient encore besoin d'aide. On ignore le nombre de personnes déplacées qui ne se sont pas fait enregistrer.

40. Les 350 000 Moldaves qui avaient émigré vers les pays de l'ancienne Union soviétique et qui aimeraient désormais regagner la Moldova sont aussi une source de préoccupation pour le gouvernement.

41. D'après une mission interinstitutions effectuée en septembre 1993, il semble que les questions liées aux réfugiés ne soient pas actuellement d'une importance critique et le HCR s'en occupe en effectuant périodiquement des missions en Moldova à partir de sa délégation régionale à Moscou. De plus, il offre des cours de formation au droit relatif aux réfugiés et aux procédures de détermination du statut au personnel chargé des questions de migration. Il prévoit par ailleurs de dépêcher un juriste à Chisinau pour conseiller les autorités en vue de l'accession à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 et de la promulgation d'une loi sur les réfugiés.

Pologne

42. Au 31 décembre 1993, la Pologne comptait une population réfugiée d'environ 1 500 personnes (1 350 originaires de l'ancienne Yougoslavie et 150 venant pour la plupart de l'ancienne Union soviétique, d'Ethiopie ou d'autres pays africains). Les pouvoirs publics et la Croix-Rouge ont aidé environ 600 réfugiés et demandeurs d'asile dans des centres, tandis que 700 autres personnes non enregistrées originaires de l'ancienne Yougoslavie sont demeurées auprès de parents ou d'amis et n'ont reçu qu'occasionnellement une assistance de la part des autorités locales.

43. Au 30 avril 1994, le nombre de personnes venant de l'ancienne Yougoslavie et bénéficiant d'une assistance dans les centres tenus par les autorités s'élevait à 450. Cent cinquante personnes originaires d'autres pays recevaient également une assistance dans ces centres. Plus de 20 pour cent des personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie sont âgées de plus de 55 ans, 10 pour cent environ de 0 à 5 ans et à peu près 20 pour cent de 5 à 18 ans. Vingt pour cent environ de la population adulte sont célibataires.

44. D'après des sources gouvernementales, 90 pour cent des Bosniaques qui ont demandé le statut de réfugié en Pologne peuvent espérer bénéficier de ce statut au titre de la Convention de 1951. En avril 1994, les autorités polonaises ont reconnu environ 250 Bosniaques comme réfugiés au sens de la Convention. Les réfugiés reconnus comme tels se voient délivrer un titre de voyage dans le cadre de la Convention et les autorités locales ont pour instructions de leur donner un visa assorti d'un permis de travail.

45. Une intégration sur place est prévue et des soins doivent être dispensés aux groupes vulnérables. A la fin de 1994, le gouvernement devrait prendre des mesures garantissant les droits des personnes reconnues comme réfugiées au sens de la Convention, ce qui facilitera leur intégration dans le marché du travail et le système de sécurité sociale.

46. Environ la moitié de la population réfugiée se compose de personnes âgées et de femmes et enfants vulnérables qui ne peuvent occuper un emploi. Les soins nécessaires leur sont assurés dans des centres spéciaux, soutenus conjointement par les pouvoirs publics, des organisations non gouvernementales et le HCR. Des conseillers juridiques et sociaux travaillant pour le compte d'ONG les aideront à passer de la vie en camp à une plus grande autonomie.

47. Le nombre de demandeurs du statut de réfugié n'a augmenté que légèrement en Pologne, passant de 592 en 1992 à 822 en 1993. Le nombre de personnes de retour d'Allemagne est demeuré bien inférieur aux prévisions. De ce fait, au lieu des 200 réfugiés reconnus comme tels escomptés, ce sont moins de 30 réfugiés qui ont bénéficié de l'allocation d'intégration versée par le Gouvernement polonais.

48. La Pologne demeure une voie de transit importante. D'après les estimations du gouvernement, un à deux pour cent des demandeurs d'asile ne demandent asile en Pologne que parce qu'ils ne peuvent atteindre la destination souhaitée. De plus, bon nombre des personnes qui étaient sur le point d'être reconnues comme réfugiées ou qui l'avaient été effectivement ont quitté la Pologne. Le visa ayant été rendu obligatoire pour les citoyens de la République fédérative de Yougoslavie et de Bosnie-Herzégovine à compter du 1er juillet 1993 et l'accord de réadmission polono-allemand étant entré en vigueur à la même date, les entrées et les passages en transit de réfugiés et demandeurs d'asile ont diminué en Pologne (en 1993, 13 000 personnes environ ont été appréhendées à la frontière polono-allemande par les gardes frontière polonais, soit moitié moins qu'en 1992).

49. Parallèlement à l'évolution de la politique de l'asile en Europe de l'Ouest, les autorités polonaises ont elles aussi adopté des restrictions. Les réfugiés reconnus comme tels ne se voient plus délivrer automatiquement de cartes de séjour permanent, d'où un certain effritement de leurs droits tenant

à l'obligation qui leur est faite désormais d'obtenir des permis de travail et de séjour et à un accès limité aux services sociaux. La difficulté que certains ont à remplir les demandes d'asile et leur incapacité à obtenir une aide des pouvoirs publics figurent parmi les problèmes rencontrés.

50. Pendant l'été 1993, le Gouvernement polonais a signé des accords de réadmission avec l'Allemagne, l'Ukraine, la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie.

51. Le gouvernement a fait savoir qu'il poursuivrait l'élaboration d'une législation concernant les réfugiés. Le Ministère de l'intérieur a annoncé en mars 1994 un projet d'amendement à la loi sur l'emploi accordant aux réfugiés reconnus comme tels le droit automatique à un emploi. Des amendements similaires à la législation sur la protection sociale sont envisagés.

52. Le Ministère polonais de l'intérieur a été renforcé en 1993 grâce à des contributions financières du Gouvernement allemand (40 millions de deutsche mark en 1993 et 80 millions en 1994, dont une partie a été affectée au Bureau polonais pour les réfugiés). Le réseau d'ONG a cependant toujours besoin de soutien et le HCR continuera donc de prévoir des activités de formation spécifique ainsi qu'une aide matérielle d'envergure limitée à leur intention.

53. Les personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie, comme les réfugiés et les demandeurs d'asile de bonne foi originaires d'autres pays peuvent bénéficier, directement ou indirectement, d'une orientation juridique ou sociale visant à leur permettre d'avoir accès à une procédure équitable de détermination du statut de réfugié ou de s'intégrer plus facilement dans la vie économique et sociale.

54. Depuis 1993, les soins et l'entretien dispensés dans les centres gérés par les pouvoirs publics sont sélectifs. Un certain nombre de demandeurs d'asile indigents et certains réfugiés reconnus comme tels sont largement tributaires de l'aide des ONG. L'un des principaux obstacles à une bonne intégration sur place des réfugiés reconnus comme tels réside dans la pénurie de logements que connaît le pays. Le HCR doit continuer de venir au secours des personnes en séjour de longue durée et des cas vulnérables pour couvrir les frais de location de logements individuels privés.

55. Pour ce qui est des réfugiés de l'ancienne Yougoslavie, la Société de la Croix-Rouge polonaise a été le principal partenaire d'exécution du HCR en 1993. Ce groupe ayant été confié aux soins des pouvoirs publics, le HCR se propose de fournir une aide à des groupes bien précis (personnes âgées, femmes et enfants) et de soutenir la formation professionnelle et les cours de langue. Les pouvoirs publics continuent d'héberger et de nourrir gracieusement les intéressés dans des centres et la Croix-Rouge a offert d'assurer les soins médicaux essentiels.

56. En juin 1993, le HCR a signé un accord avec la Croix-Rouge polonaise couvrant les soins et l'entretien de base des personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie. Ce projet a été mis en oeuvre conjointement avec l'aide de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En décembre 1993, les bénéficiaires du projet ont demandé officiellement le statut de réfugié et l'aide des pouvoirs publics.

57. Le gouvernement, de concert avec la Croix-Rouge et les ONG, va mettre sur pied un vaste programme d'aide aux personnes originaires de l'ancienne Yougoslavie. Le HCR a l'intention d'y participer et de soutenir certaines activités favorisant l'intégration menées par les pouvoirs publics, la Croix-Rouge ou des ONG.

58. Le gouvernement examine les changements à apporter aux activités favorisant l'intégration, à celles menées dans le domaine des soins médicaux, de l'éducation ou encore de la formation professionnelle en 1994. Il convient par ailleurs de se pencher sur les besoins propres aux personnes âgées et aux enfants, dont le pourcentage est élevé, pour faciliter des activités productrices de recettes à petite échelle, l'apprentissage de la langue et l'éducation. La Fondation polonaise Equilibre s'emploie à assurer une orientation sociale à une population de plus en plus nombreuse qui ne bénéficie d'aucune aide des pouvoirs publics.

59. Comme en 1993, le HCR dispensera une orientation juridique et sociale par le truchement de la Fondation Helsinki et la Fondation polonaise Equilibre, lesquelles offrent en contrepartie leur structure de soutien aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

60. Du fait du faible nombre de décisions prises en matière de statut de réfugié, la Fondation Helsinki n'a pas identifié de cas susceptibles de faire l'objet d'un recours. Le gouvernement a l'intention d'augmenter le nombre de décisions prises en 1994 pour accélérer la procédure et des services d'aide juridique plus importants s'avéreront probablement nécessaires en 1994.

61. Le bureau de liaison du HCR à Varsovie demeure en contact permanent avec plusieurs ambassades au sujet de demandes de regroupement familial. Pour 1994 et 1995, l'accent sera mis sur l'instauration de procédures de détermination du statut de réfugié. Une formation sera dispensée aux gardes frontière ainsi qu'à d'autres fonctionnaires par le HCR et la CERE. La priorité consiste ensuite à lancer un programme favorisant l'intégration, à soutenir les ONG et à développer l'information de l'opinion publique afin de la sensibiliser et d'obtenir son soutien.

62. Le HCR continuera de consolider sa coopération avec la Fondation Helsinki et la Fondation Equilibre.

63. Le bureau de liaison de Varsovie (composé de deux fonctionnaires internationaux et d'une secrétaire) a été renforcé grâce à la création de quatre nouveaux postes : chauffeur, assistante administrative et deux administrateurs recrutés au plan national (pour la formation juridique et l'information). Le bureau a employé un chauffeur à titre temporaire en mars 1994. Le poste d'assistante administrative a été pourvu en octobre 1993. En mars 1993, le bureau de liaison a acheté un véhicule. En raison de l'augmentation des effectifs, il a demandé au gouvernement de mettre à sa disposition des bureaux plus spacieux.

Roumanie

64. Au 31 décembre 1993, la Roumanie accueillait 1 212 demandeurs d'asile et réfugiés (382 originaires du Bangladesh, 187 d'Iraq, 180 du Pakistan, 124 de Sri Lanka, 91 de Somalie et 248 d'autres pays). La majorité d'entre eux sont des hommes d'âge adulte; on compte seulement 58 femmes et 21 enfants de moins de 17 ans. On évalue à 2 000 le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés, dont beaucoup prennent contact avec le HCR ou ses partenaires opérationnels lorsqu'ils se trouvent dans le besoin. D'après certaines estimations, de 60 à 80 000 étrangers résident illégalement en Roumanie. Une protection temporaire a été accordée dans un but humanitaire à 154 personnes (les deux tiers originaires de Somalie) auxquelles un hébergement est assuré.

65. Comme la Roumanie n'a pas adopté de mesures législatives pour mettre en application la Convention de Genève de 1951 à laquelle elle a accédé le 7 août 1991, les structures d'enregistrement, les procédures de détermination du statut et l'assistance aux indigents demeurent rudimentaires. En conséquence, le HCR juge prioritaire sa coopération avec les pouvoirs publics. Dans le même temps, il facilite la mise en oeuvre des activités d'assistance dans des secteurs comme les abris, la santé et l'éducation. Vu le retard mis à adopter des procédures de détermination du statut et l'aide minimale apportée aux réfugiés en général, exception faite d'une poignée de demandeurs d'asile, un nombre croissant de demandeurs d'asile se trouvent complètement démunis.

66. En janvier 1994, un service provisoire pour les réfugiés (Commission des décisions) a commencé à traiter les demandes d'asile et rendu en première instance plusieurs dizaines de décisions. Le HCR a redit au gouvernement qu'il était prêt à contribuer à la mise au point des procédures et structures nécessaires à la détermination du statut de réfugié. Il donne ainsi des conseils sur la rédaction de la législation relative aux réfugiés et dispense une formation aux fonctionnaires pour ce qui touche aux procédures d'enregistrement et de détermination du statut. Il poursuivra aussi ses activités de formation en faveur des policiers et représentants d'organisations non gouvernementales. Le besoin se fait sentir par ailleurs de doter le pays des moyens de faire face aux arrivées de réfugiés que pourrait entraîner l'évolution de la situation dans les régions voisines.

67. Le HCR prend aussi à sa charge une partie des frais de gestion des services dirigés par la Commission chargée des problèmes de migration. De plus, ses partenaires opérationnels assurent une aide alimentaire d'appoint ainsi que des services médicaux et d'orientation.

68. Alors que les perspectives d'intégration des réfugiés demeurent incertaines, le HCR continue de s'efforcer d'obtenir l'accès des réfugiés reconnus comme tels à l'enseignement élémentaire et à la formation professionnelle. Les activités productrices de recettes seront poursuivies par l'intermédiaire de ses partenaires opérationnels.

69. La Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme (SIRDO) est le principal partenaire opérationnel du HCR. Elle a manifesté la volonté de s'occuper des activités de soins et d'entretien (aide alimentaire, besoins des ménages, santé, services collectifs et éducation) et d'activités de portée

limitée dans les secteurs des abris, de l'assainissement et de la production de revenus. La SIRDO et l'Association pour la défense des droits de l'homme en Roumanie - Commission pour l'application des accords d'Helsinki (APADOR-CH) mènent des activités d'orientation juridique et s'emploient à sensibiliser l'opinion aux problèmes concernant les réfugiés.

70. Le Gouvernement roumain a demandé des fonds au HCR pour créer un centre d'accueil de réfugiés dans un site qui reste à identifier. Malgré les besoins évidents et le nombre de personnes qui ne bénéficient encore d'aucune aide, l'absence d'infrastructure nuit à la réalisation des objectifs d'assistance.

71. Le HCR recherche de nouveaux locaux, ses bureaux actuels n'étant pas suffisamment spacieux pour accueillir des effectifs accrus. Une allocation qui tient compte des prix pratiqués actuellement sur le marché a été prévue pour la location de nouveaux locaux à partir d'avril 1994.

République slovaque

72. Au 31 décembre 1993, la République slovaque accueillait une centaine de réfugiés reconnus comme tels et environ 70 demandeurs d'asile. Les intéressés étaient pour la plupart originaires de l'ancienne Yougoslavie, de Bulgarie, d'Afghanistan, de Russie et des Etats nouvellement indépendants de l'ancienne Union soviétique. De plus, 1 450 personnes environ qui fuyaient le conflit dans l'ancienne Yougoslavie se sont vu accorder une protection temporaire.

73. Les personnes reconnues comme réfugiées reçoivent une aide à l'intégration du Bureau pour les questions de migration du Ministère de l'intérieur et bénéficient d'une formation professionnelle et de cours de langue, tout en étant logées. Les demandeurs d'asile enregistrés sont hébergés soit dans un centre d'accueil du secteur public, soit dans le secteur privé. Ils passent des entretiens et des examens médicaux et sont nourris et logés gracieusement par l'Etat.

74. Les réfugiés de facto de l'ancienne Yougoslavie bénéficient de mesures de protection temporaire qui ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 1994. Ces derniers, hébergés dans des centres (601 personnes) ou dans des familles d'accueil (673), sont autorisés à travailler pour autant qu'on leur ait délivré un permis de travail. Les personnes qui séjournent dans des centres d'accueil humanitaire sont logées, nourries et reçoivent les soins médicaux essentiels. Les indigents logés dans des familles d'accueil peuvent bénéficier de prestations sociales au même titre que les citoyens slovaques. Le Ministère slovaque de l'intérieur estime que le nombre d'étrangers en situation irrégulière s'élève de 40 à 60 000, dont certains peuvent être demandeurs d'asile.

75. L'intégration sur place est la seule solution durable pour la majorité des personnes en quête de sécurité en Slovaquie. Le projet d'installation sur place vise à assurer une orientation juridique et sociale à un millier de demandeurs d'asile et réfugiés. Il comporte aussi un élément éducation dont l'objet est d'aider les réfugiés à poursuivre des études secondaires.

76. Les autorités ne prévoient pas pour l'instant de mesures d'intégration spécifiques en faveur des réfugiés de l'ancienne Yougoslavie (originaires pour la plupart de Bosnie-Herzégovine), considérés comme ayant simplement besoin d'une protection temporaire. Cependant, comme il est peu probable qu'ils regagnent leur pays dans un proche avenir, la possibilité de lancer prochainement un projet d'intégration à leur intention est à l'examen. Une enquête détaillée sur le profil des réfugiés de l'ancienne Yougoslavie est en cours. Ces derniers bénéficient d'une assistance au titre de l'Opération spéciale en faveur de l'ancienne Yougoslavie dans le domaine de la formation professionnelle, de l'éducation et du développement des services et activités de caractère collectif.

77. Caritas (Slovaquie) est le principal partenaire du HCR pour les activités d'orientation sociale qui ont débuté le 1er septembre 1993. En 1994, Caritas se propose de développer ces services avec le concours financier de l'ONG allemande Raphaels-Werk qui créera un réseau de services d'orientation avec trois conseillers supplémentaires pour les questions sociales. L'ONG Freedom a l'intention de lancer un petit projet visant à aider certains réfugiés à suivre un enseignement secondaire.

78. Freedom offre aussi des conseils d'ordre juridique aux demandeurs d'asile de bonne foi en ce qui concerne essentiellement la procédure de détermination du statut. Les avocats aident les personnes reconnues comme réfugiées qui sollicitent leurs services en matière de délivrance de documents, de procédures de regroupement familial, de résidence sociale, de droits civils et autres. Il est extrêmement difficile de recruter des avocats qualifiés disposés à travailler pour les réfugiés à un tarif préférentiel.

79. Pour ce qui est de la mise en place d'institutions, le HCR concentrera ses efforts sur la formation juridique du personnel des ONG et des fonctionnaires qui s'occupent de la détermination du statut de réfugié. Il s'agit d'améliorer la qualité de la procédure, en assurant l'admission aux frontières de la Slovaquie, en sensibilisant l'opinion et en comprenant les besoins et les problèmes spécifiques des réfugiés. La formation sectorielle sera axée sur les techniques d'entretien et de détermination du statut, l'orientation juridique et sociale destinée aux ONG ou dispensée par elles, la formation aux techniques de gestion des ONG (traiter avec les médias et le public, renforcer l'efficacité opérationnelle de la gestion des programmes et collecter des fonds), l'admission et la protection aux frontières, l'orientation sur le HCR et les réfugiés. La formation dispensée tirera parti des ressources de la CERE.

80. Escomptant un relèvement du taux d'exécution des projets d'orientation sociale et juridique en 1994, le HCR se propose de renforcer ces deux types d'activités en 1995.

Ukraine

81. L'Ukraine n'est pas partie à la Convention de 1951 ni au Protocole de 1967.

82. Au début de 1994, 2 400 demandeurs d'asile originaires de pays autres que les ENI étaient considérés comme relevant du mandat du HCR. La majorité d'entre eux venaient d'Afghanistan et d'Angola, les autres, en moins grand nombre, étaient originaires d'Iraq, de Somalie, d'Ethiopie ou de Sri Lanka. De plus, les statistiques officielles font apparaître la présence de quelque 25 000 réfugiés d'autres républiques de l'ancienne Union soviétique.

83. Actuellement, un programme de services sanitaires et d'aide alimentaire de portée modeste est mis en oeuvre à Kiev à l'intention d'une centaine de demandeurs d'asile par l'intermédiaire de la Croix-Rouge ukrainienne. Protéger les demandeurs d'asile contre le harcèlement, les arrestations, les mises en détention, les persécutions et les expulsions est un souci majeur du HCR.

84. En janvier 1993, le HCR a organisé un séminaire sur les réfugiés, les migrations et les droits de l'homme et, en décembre 1993, un atelier de formation à la gestion des situations d'urgence avec le concours de l'Oxford Centre for Development Studies (OCDS).

85. Le HCR envisage aussi d'aider le Service national des migrations à mettre en place un système efficace pour traiter les demandes d'asile conformément aux normes internationalement acceptées. A cet effet, il est prévu d'acheter du matériel pour faciliter l'enregistrement des demandeurs d'asile.

86. Vu l'ampleur que pourraient prendre en Ukraine les problèmes liés aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux mouvements de migration forcée à partir des ENI et d'autres pays et eu égard à l'importance géopolitique du pays, il a été décidé d'ouvrir à Kiev un bureau de liaison, sous réserve cependant des ressources disponibles. Dans l'intervalle, le HCR a établi une présence semi-permanente en y dépêchant régulièrement des missions depuis la délégation régionale de Moscou et, depuis mars 1994, en mission de longue durée, un spécialiste des questions juridiques.

87. Le bureau de liaison du HCR à Kiev aura pour priorités de promouvoir le droit relatif aux réfugiés et l'accession de l'Ukraine à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967, d'aider le gouvernement à mettre la dernière main à la législation concernant les questions de réfugiés et à élaborer des procédures normales d'enregistrement et de détermination du statut de réfugié, et de renforcer les structures gouvernementales chargées des questions de réfugiés.

Coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

88. Des économies ont été réalisées grâce surtout au fait que les postes d'administrateurs recrutés au plan national (un juriste et un spécialiste de l'information), créés dans tous les bureaux d'Europe centrale à compter d'août 1993 n'ont pas été pourvus. Des achats, portant notamment sur du matériel de bureau et des véhicules, ont été effectués dans la limite des crédits ouverts au budget. Les Gouvernements tchèque, polonais et slovaque mettent gracieusement des bureaux à la disposition du HCR.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

89. En Albanie, il sera créé un poste d'attaché de liaison recruté au plan national, sous réserve de son financement au titre du projet d'information de masse. Le bureau de Tirana a emménagé dans de nouveaux locaux en mars 1994, d'où certaines dépenses. Tous les autres postes et autres dépenses de fonctionnement prévus au budget sont du même ordre que les estimations initiales pour 1994.

c) Proposition de programme pour 1995

90. Le projet de budget initial pour 1995 est légèrement inférieur aux estimations révisées pour 1994 en raison essentiellement du fait que les achats de mobilier et de matériel de bureau auront été faits en 1994.

DEPENSES DU HCR DANS D'AUTRES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET D'EUROPE DE L'EST
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

1993	1994			1995	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1993	Allocation révisée demandée		Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
PROGRAMMES GENERAUX (1)					
-	1 143,9	-	Europe de l'Est	SOINS ET ENTRETIEN	300,0
321,6	340,2	266,1	Roumanie		260,3
135,6	-	-	Albanie		-
142,9	-	-	Pologne		-
145,9 a/	-	-	Rép. tchèque		-
139,4 b/	-	-	Bulgarie		-
61,3	-	-	Slovaquie		-
-	900,0	750,0	ENI		750,0
				RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI	
8,5 c/	-	-	Rép. tchèque		-
0,7 c/	-	-	Pologne		-
				INSTALLATION SUR PLACE	
104,1	290,8	254,4	Pologne		257,3
64,4	182,9	225,0	Bulgarie		176,9
144,3	261,4	231,5	Rép. tchèque		338,3
16,2 c/	50,4	46,1	Slovaquie		84,5
				REINSTALLATION	
1,3 c/	-	-	Albanie		-
0,8 c/	-	-	Rép. tchèque		-
2,0 c/	-	-	Roumanie		-
				E X E C U T I O N D U PROGRAMME	
-	-	236,7	Albanie		193,4
-	-	173,5	Bulgarie	Voir annexes I a et II a	176,9
-	-	234,8	Rép. tchèque	Voir annexes I a et II a	229,5
-	-	162,1	Slovaquie	Voir annexes I a et II a	169,9
-	-	200,4	Pologne	Voir annexes I a et II a	184,0
-	-	206,2	Roumanie	Voir annexes I a et II a	201,5
1 289,0	3 169,6	2 986,8		Total partiel, opérations	3 322,5
				APPUI ADMINISTRATIF	
-	-	14,9	Bulgarie	Voir annexes I b et II b	21,3
-	-	39,0	Rép. tchèque	Voir annexes I b et II b	29,9
-	-	34,5	Slovaquie	Voir annexes I b et II b	21,0
-	-	22,1	Pologne	Voir annexes I b et II b	18,2
-	-	26,4	Roumanie	Voir annexes I b et II b	
1 289,0	3 169,6	3 123,7		TOTAL (1)	3 442,7

1993	1994			1995	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1993	Allocation révisée demandée		Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/projection
PROGRAMMES SPECIAUX (2)					
74,5	-	230,9	Rép. tchèque	AIDE HUMANITAIRE AUX PERSONNES DEPLACEES DE L'ANCIENNE YOUGOSLAVIE	-
321,4	-	-	Pologne		-
-	-	40,0	Bulgarie		-
-	-	149,0	Slovaquie		-
90,0	-	-	Autres pays	AUTRES FONDS FIDUCIAIRES APPUI ADMINISTRATIF	-
58,1	68,9	57,0	Bulgarie	Administrateur auxiliaire	57,0
57,1	48,0	20,0	Roumanie	Administrateur auxiliaire	20,0
52,4	64,0	34,0	Rép. tchèque	Administrateur auxiliaire	34,0
-	-	72,5	Slovaquie	Administrateur auxiliaire	72,5
43,7	-	74,0	Pologne	Administrateur auxiliaire	74,0
697,2	180,9	677,4		TOTAL (2)	257,5
1 986,2	3 350,5	3 801,1		TOTAL GENERAL (1 + 2)	3 700,2

a/ Y compris 69 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

b/ Y compris 4 861 dollars E.-U. imputés sur l'allocation globale.

c/ Engagement imputé sur l'allocation globale.
